

La réaction de Monsieur le député David Taupiac suite au vote de confiance du Premier ministre ce jour à l'Assemblée nationale.

"Après 9 mois de tâtonnements, d'hésitations, teintés de moments parfois saugrenus dans la méthode comme dans l'exercice du pouvoir, le couperet est tombé. A plus de 364 voix, l'Assemblée n'a pas accordé sa confiance au gouvernement et à la trajectoire politique donnée par François Bayrou.

La confiance ne se réclame pas elle se gagne. Si nous partageons le constat alarmant formulé par le désormais ex premier ministre sur l'état de notre dette publique, il est inenvisageable que l'effort budgétaire repose encore une fois sur les classes moyennes et populaires. Alors que nous réclamions depuis des mois un travail budgétaire de fond sur la base d'échanges et d'une concertation approfondie, force est de constater que François Bayrou s'est obstiné à avancer seul. Le Premier Ministre présentait ses mesures le 15 juillet dernier à peine quelques jours après la fermeture des débats parlementaires et nous impose désormais de prendre position sur ces dernières, avant même que les discussions aient repris à l'Assemblée nationale. Les conséquences sont immédiates, le résultat sans appel. Je me suis moi-même positionné contre la confiance tant le projet présenté par Monsieur Bayrou à rebours de l'exigence de justice sociale auquel aspirent nos concitoyens. Loin de me réjouir de cette chute, je constate que la crise politique que nous traversons s'intensifie.

Nous l'appelons de nos vœux depuis 2022, il est urgent de changer de méthode et d'orientations politiques pour replacer la justice sociale, fiscale et climatique comme priorités dans la future feuille de route gouvernementale. Une nouvelle direction doit être donnée dans l'attente du jugement des Français en 2027. Parce que nous refusons de voir notre pays s'enfoncer dans l'inaction, le groupe LIOT propose l'élaboration d'une nouvelle méthode avec tous les groupes prêts à la concertation pour trouver l'étroit chemin du compromis dans l'intérêt des Français et du pays. Nous avons une responsabilité historique, la représentation nationale doit prendre ses responsabilités."